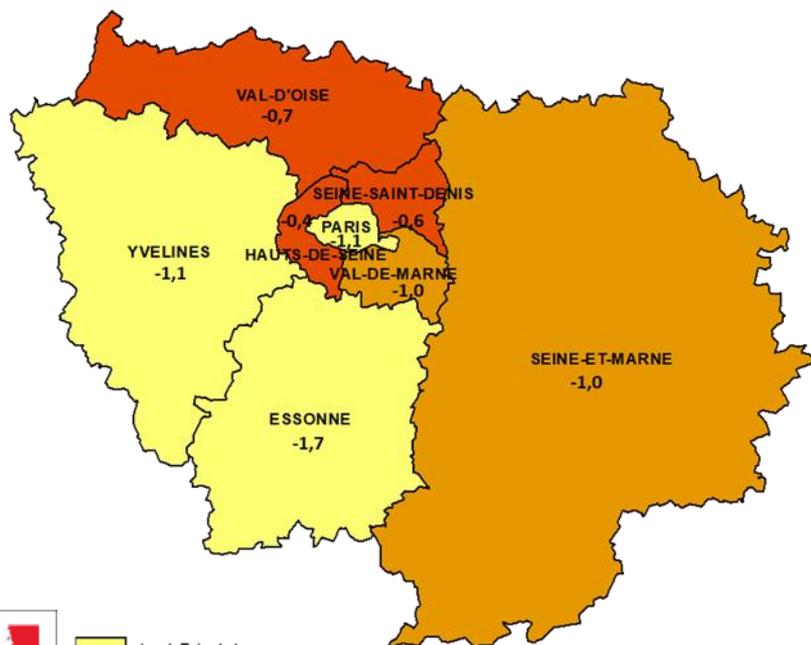


Évolutions récentes du marché du travail  
et de l'emploi en Île-de-France4<sup>e</sup> trimestre 2018

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi

Variation trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C  
par département entre le 3<sup>e</sup> trimestre 2018 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2018 (en %, données CVS-CJO)



- Au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens diminue par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2018 en catégorie A et en catégories A, B, C (resp. -1,4 % et -0,9 %).
- Le taux de chômage augmente de 0,1 point au 3<sup>e</sup> trimestre 2018, atteignant 8,0 %.
- L'emploi salarié augmente de 0,3 % au 3<sup>e</sup> trimestre 2018.
- L'activité partielle est en recul au 4<sup>e</sup> trimestre 2018.
- Le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi reste faible au 4<sup>e</sup> trimestre 2018.

- Ce dossier de conjoncture, qui présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France, vous est adressé chaque trimestre. La prochaine publication sera disponible début mai et portera sur le premier trimestre 2019.
- Ce dossier complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

[idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@direccte.gouv.fr)

## Sommaire

### Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

### Demande d'emploi et chômage

Page 5 : Les demandeurs d'emploi au 1<sup>er</sup> trimestre 2018

Pages 6-7 : Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département)

Page 8 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

Page 10 : Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

Page 11 : Les entrées et les sorties de Pôle emploi

Page 12 : Le taux de chômage (Insee)

### Emploi

Page 13 : Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi

Page 14 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 15 : L'intérim

Page 16 : L'emploi salarié

Page 17 : L'emploi salarié par secteur

### Tensions sur le marché du travail

Page 18 : Les tensions sur l'ensemble du marché du travail

### Accompagnement des mutations économiques

Page 19 : L'activité partielle

Page 20 : Les plans de sauvegarde de l'emploi

La mise en place de nouvelles procédures de production a affecté la qualité des remontées d'information de Pôle emploi sur les variables du métier et de la qualification de l'emploi recherché. Dans l'attente d'un correctif, les statistiques consacrées aux métiers en tensions et aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont pas commentées ce trimestre.

## Demande d'emploi et chômage

Au quatrième trimestre 2018, en Île-de-France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles s'établit, en moyenne sur le trimestre, à 994 010 (catégories A, B et C - données CVS). Parmi eux, 666 090 n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

Par rapport au troisième trimestre 2018, la demande d'emploi en catégorie A diminue nettement (-1,4 %). La demande prenant en compte l'activité réduite (catégories A, B, C) recule également (-0,9 %), après sept trimestres de hausse. Sur l'année 2018, elle reste toutefois en progression (+0,4 % contre -0,3 % en France métropolitaine), à la différence de la demande en catégorie A (-0,6 %).

La demande d'emploi en catégorie D (en formation) progresse fortement sur le trimestre (+6,6 %) mais demeure en retrait sur l'année (-1,1 % contre +3,0 % en France métropolitaine).

Bien que ralentie sur le dernier trimestre, la croissance du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée a entraîné une progression de 3,1 points de la part de cette demande sur la demande globale (catégories A, B, C) en 2018.

Sur l'année, l'évolution de la demande d'emploi est défavorable aux femmes (+ 1,2 % contre -0,3 % pour les hommes). La demande d'emploi des jeunes recule de 1,6 %. Celle des seniors recule au quatrième trimestre (-0,2 %), pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2008, mais gagne 3,1 % sur un an.

Au troisième trimestre 2018, 8,0 % de la population active est au chômage au sens du BIT en Île-de-France (contre 8,8 % en France métropolitaine), soit une hausse de 0,1 point par rapport au deuxième trimestre 2018.

## Emploi

Au quatrième trimestre 2018, les offres d'emploi enregistrées par Pôle emploi en Île-de-France diminuent fortement par rapport au trimestre précédent (-9,4 %, données CVS pour l'ensemble des offres).

Au troisième trimestre 2018, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) progresse de 2,1 % par rapport au troisième trimestre 2017.

Le nombre d'intérimaires est en hausse au troisième trimestre 2018 par rapport au trimestre précédent (+1,0 %).

Porté par les services marchands, la construction et l'intérim, l'emploi salarié (privé et public) progresse au troisième trimestre (+0,3 %) mais recule dans l'industrie. Sur un an, la dynamique francilienne (+1,1%) tire l'évolution nationale.

## Tensions sur le marché du travail

Le taux de tension sur le marché du travail francilien diminue légèrement par rapport au quatrième trimestre 2017. Le taux d'écoulement progresse sur le trimestre. Les taux de satisfaction et d'offres d'emploi de plus de six mois demeurent à des niveaux élevés.

## Mutations économiques

En 2018, 614 autorisations d'activité partielle, portant sur 2,8 millions d'heures, ont été accordées pour motif économique. Ce volume est en baisse de 29 % par rapport à 2017.

Le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi et les emplois menacés par des PSE diminuent dans la région en 2018.

## Les demandeurs d'emploi au 4<sup>e</sup> trimestre 2018

4 <sup>e</sup> trimestre 2018	Ile-de-France	France métropolitaine	Évolution sur le trimestre (%)		Évolution sur un an (%)	
			Ile-de-France	France métro.	Ile-de-France	France métro.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	666 090	3 418 630	-1,4	-1,1	-0,6	-1,5
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	994 010	5 605 000	-0,9	-0,8	0,4	-0,3

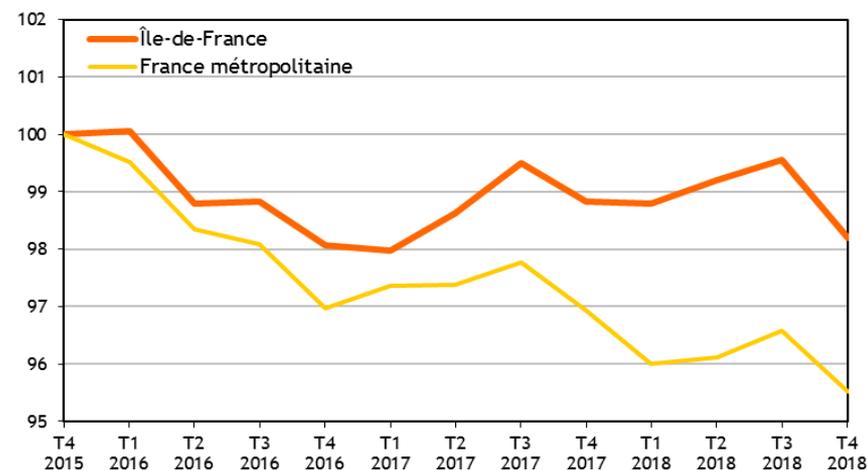
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Après un premier trimestre stable, puis une hausse de 0,4 % au deuxième et troisième trimestre, la demande d'emploi francilienne en catégorie A diminue de 1,4 % au quatrième trimestre 2018 (-1,1 % en France métropolitaine). Sur un an, le recul atteint -0,6 %, contre -1,5 % au niveau national.

Les évolutions en catégorie A sont cependant affectées par des transferts vers les autres catégories de demandeurs d'emploi. Ainsi, au quatrième trimestre, la demande en catégories B et C (demandeurs en activité réduite) diminue très légèrement (-0,1 %), tandis que celle en catégorie D (demandeurs en formation) progresse très fortement (+6,6 %).

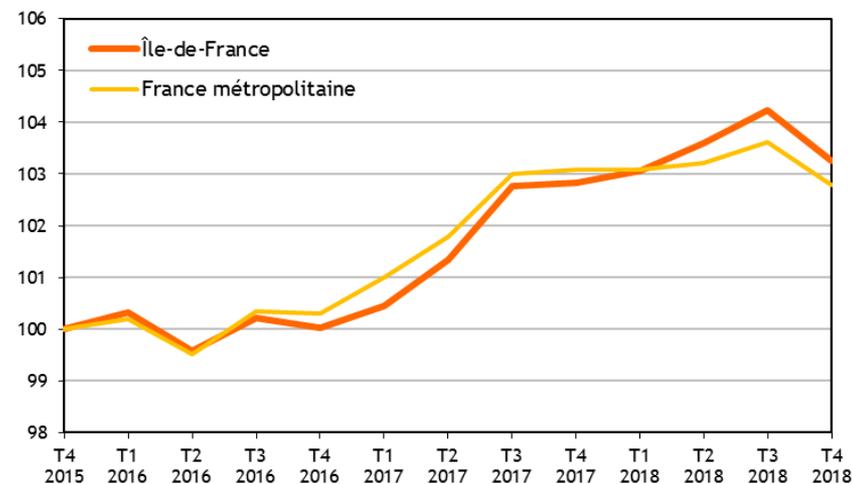
La demande d'emploi prenant en compte l'activité réduite (catégories A, B, C) profite d'une baisse de 0,9 %, après sept trimestres de progression. Sur un an, cette demande demeure en hausse dans la région (+0,4 %), alors qu'elle diminue en France métropolitaine (-0,3 %).

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO, Indice 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2015)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO, Indice 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2015)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département) au 4<sup>e</sup> trimestre 2018

## Demande d'emploi

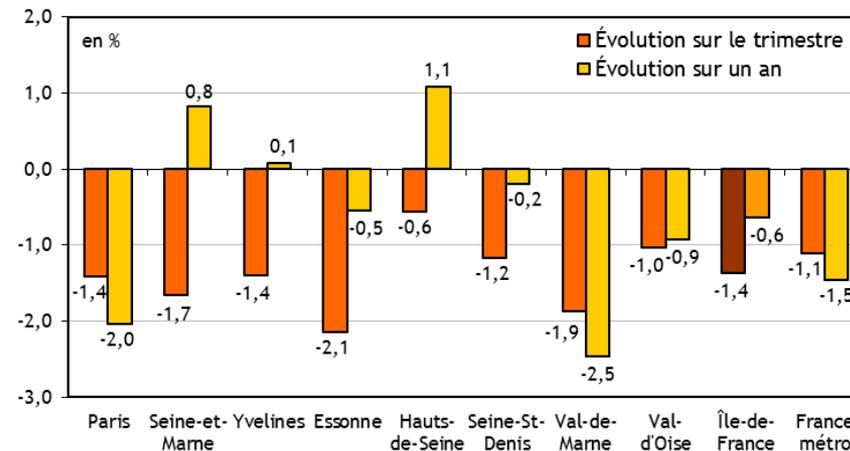
Données CVS-CJO 4 <sup>e</sup> trimestre 2018	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	130 040	-1,4	-2,0	202 590	-1,1	-0,7
Seine-et-Marne	66 800	-1,7	0,8	102 340	-1,0	1,4
Yvelines	64 680	-1,4	0,1	96 690	-1,1	0,5
Essonne	58 090	-2,1	-0,5	89 470	-1,7	0,6
Hauts-de-Seine	80 690	-0,6	1,1	117 350	-0,4	1,8
Seine-St-Denis	120 330	-1,2	-0,2	172 650	-0,6	1,2
Val-de-Marne	73 790	-1,9	-2,5	108 030	-1,0	-0,8
Val-d'Oise	71 670	-1,0	-0,9	104 890	-0,7	-0,1
<b>Île-de-France</b>	<b>666 090</b>	<b>-1,4</b>	<b>-0,6</b>	<b>994 010</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,4</b>
France métro.	3 418 630	-1,1	-1,5	5 605 000	-0,8	-0,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Au quatrième trimestre 2018, la demande d'emploi francilienne est en recul dans l'ensemble des départements par rapport au troisième trimestre. L'Essonne bénéficie de la baisse la plus forte (-2,1 % en catégorie A et -1,7 % en catégories A, B, C), tandis que les Hauts-de-Seine enregistrent la baisse la plus modérée (-0,6 % en catégorie A et -0,4 % en catégories A, B, C).

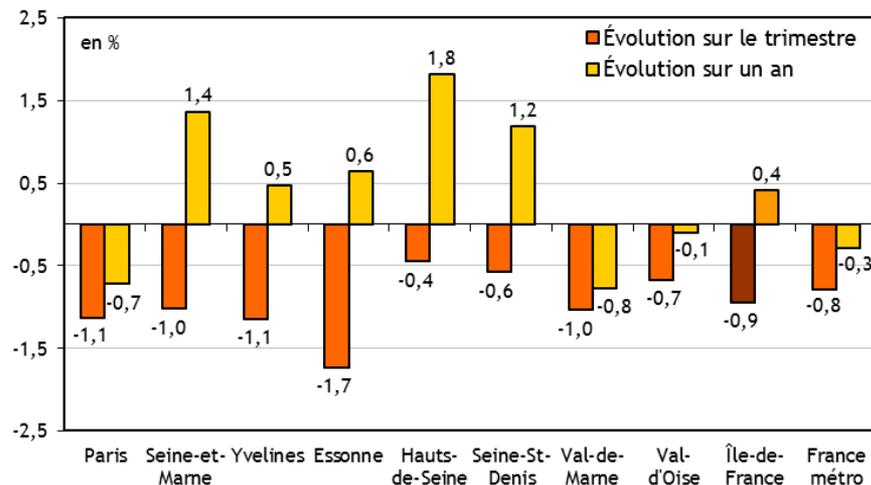
Sur un an, la demande d'emploi francilienne suit une évolution plus hétérogène. En catégorie A, elle varie de -2,5 % dans le Val-de-Marne à +1,1 % dans les Hauts-de-Seine. En catégories A, B, C, elle varie de -0,8 % dans le Val-de-Marne à +1,8 % dans les Hauts-de-Seine.

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A  
(données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

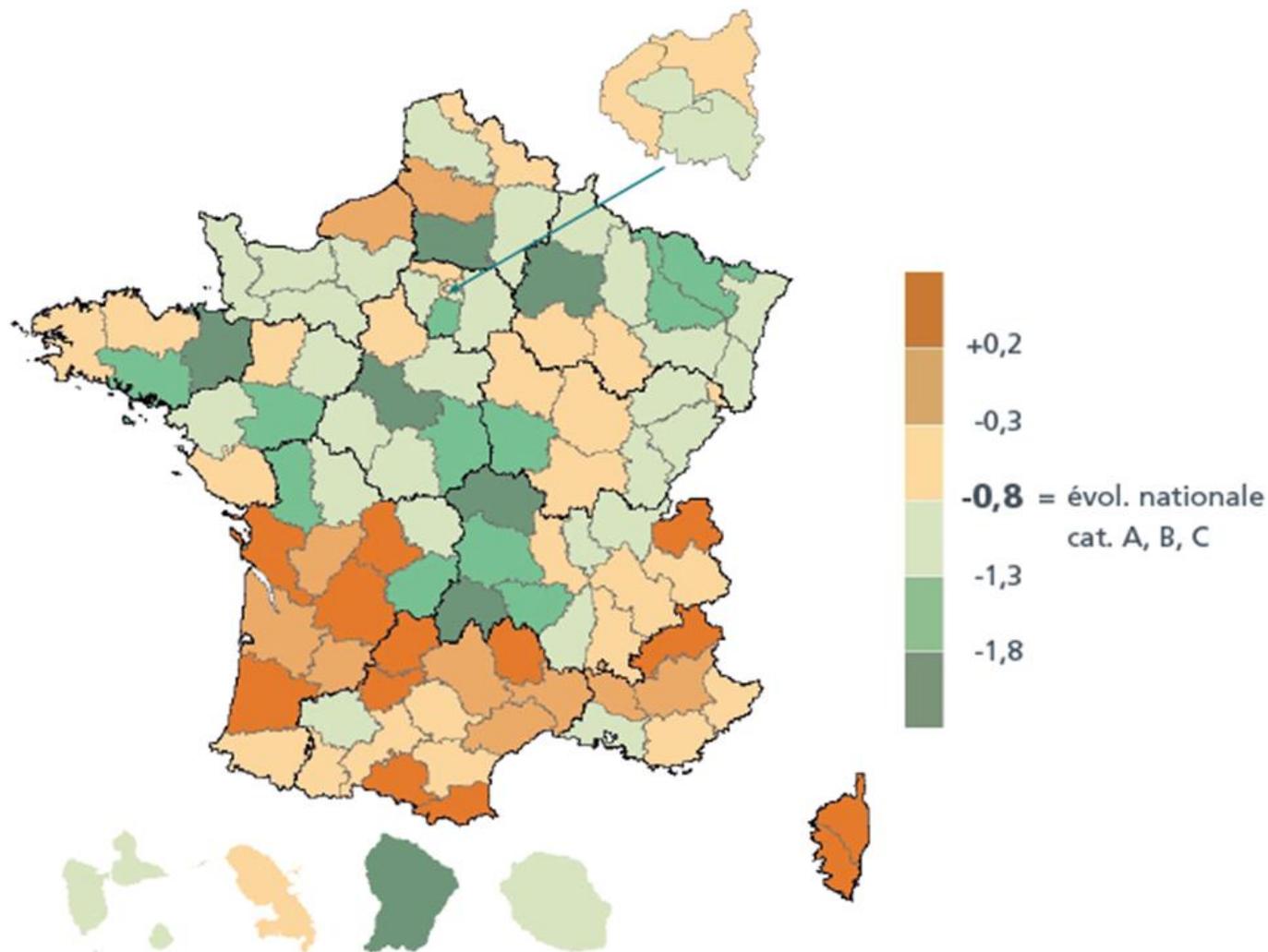
Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie ABC  
(données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département)

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C par département entre le 3<sup>e</sup> trimestre 2018 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2018 (en %, données CVS-CJO)

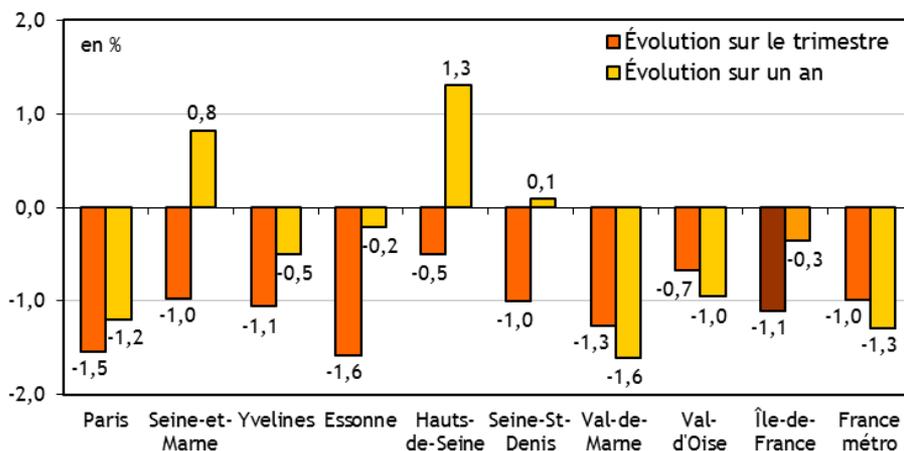


## Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 4<sup>e</sup> trimestre 2018 (catégorie ABC)

Sur le trimestre, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C diminue plus nettement pour les hommes (-1,1 %) que pour les femmes (-0,8 %). C'est en particulier le cas en Seine-Saint-Denis et à Paris. Dans les autres départements de la région, les évolutions de la demande d'emploi des hommes et des femmes sont très proches.

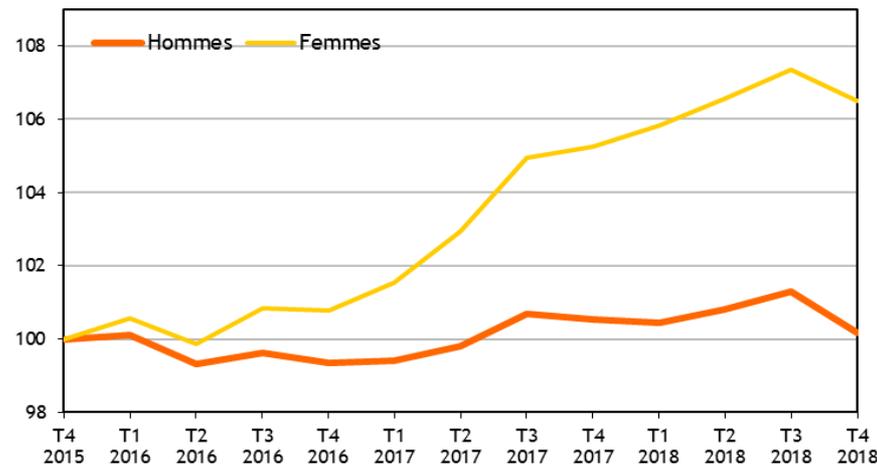
Depuis le quatrième trimestre 2015, la demande d'emploi des femmes a augmenté de 6,5 % en Île-de-France, contre « seulement » +0,2 % pour les hommes. Cet écart est encore plus marqué en France métropolitaine, du fait de l'évolution plus favorable de la demande d'emploi des hommes durant cette période (-0,9 %).

**Évolution du nombre d'hommes inscrits par département**  
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



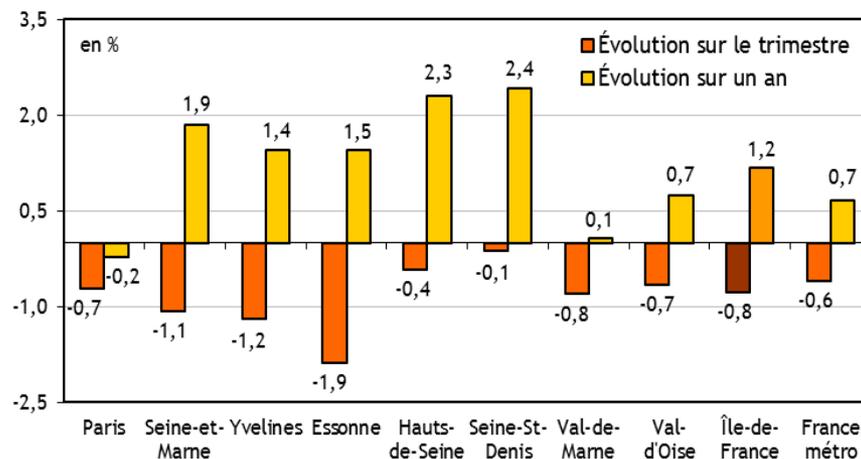
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

**Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe**  
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2015)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

**Évolution du nombre de femmes inscrites par département**  
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

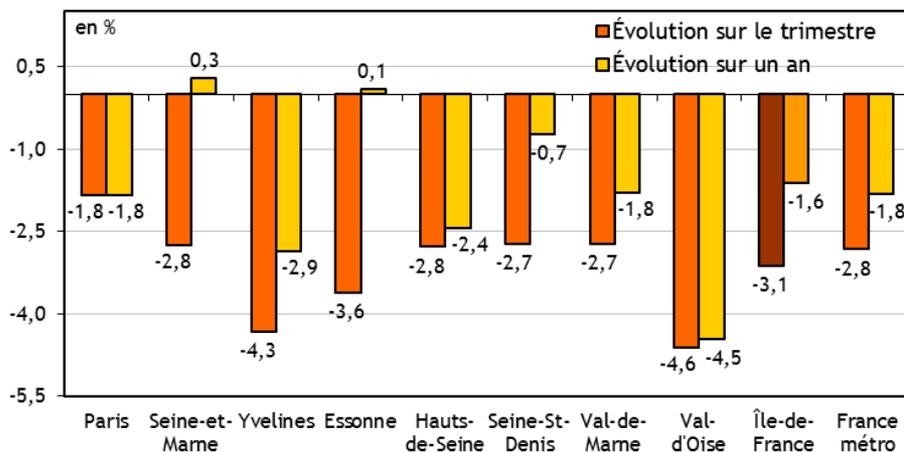
## Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 4<sup>e</sup> trimestre 2018 (catégorie ABC)

La demande d'emploi des jeunes franciliens (moins de 25 ans) diminue sensiblement au quatrième trimestre (-3,1 % en catégories A, B, C, contre -2,8 % en France métropolitaine). Il s'agit de la plus forte baisse depuis le quatrième trimestre 2016. Le recul atteint -1,6 % sur un an.

Sur le trimestre, la demande d'emploi des jeunes recule le plus nettement dans le Val-d'Oise (-4,6 %, soit -560 jeunes) et dans les Yvelines (-4,3 %, soit -430 jeunes). Sur un an, seuls la Seine-et-Marne et l'Essonne connaissent une légère hausse de cette demande.

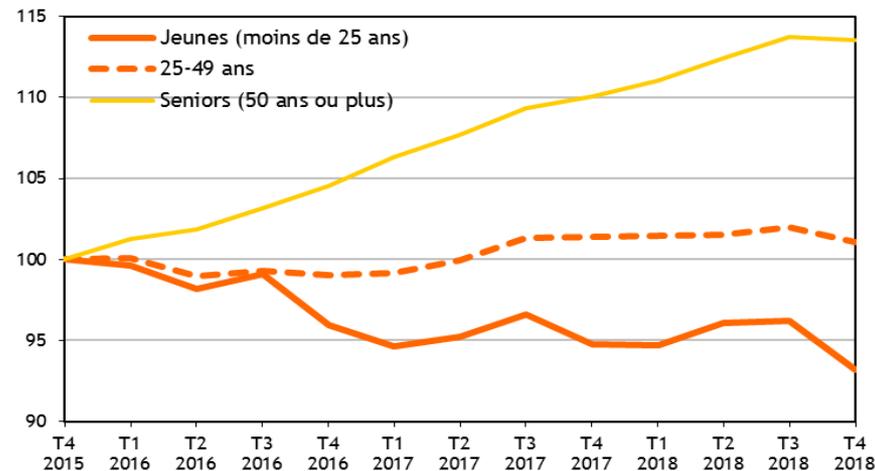
Pour la première fois en Île-de-France depuis le deuxième trimestre 2008, la demande d'emploi des seniors (50 ans et plus) bénéficie d'une légère baisse (-0,2 %). Sur un an, toutefois, elle progresse nettement (+3,1 %).

Évolution du nombre de jeunes inscrits par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



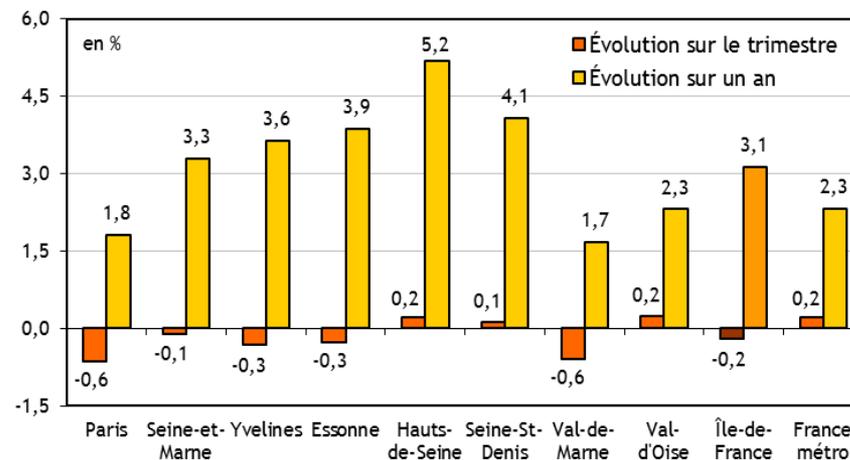
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2015)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de seniors inscrits par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA au 4<sup>e</sup> trimestre 2018

Entamée au deuxième trimestre 2017, la croissance du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus) se maintient au quatrième trimestre 2018, bien qu'à un rythme ralenti (+0,4 %). Ces demandeurs représentent 46,4 % de l'ensemble des demandeurs d'Île-de-France, contre 42,3 % au premier trimestre 2017.

Au troisième trimestre 2018, si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit 396 jours à Pôle emploi. C'est 4 jours de plus qu'au trimestre précédent\*.

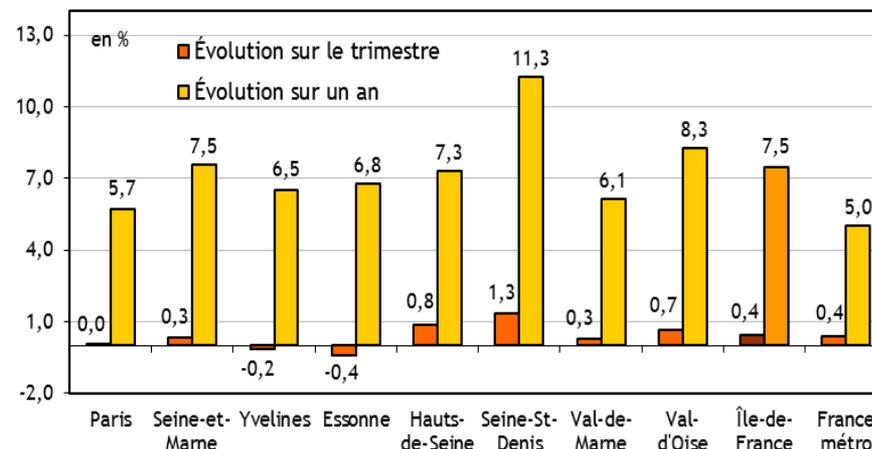
En hausse de 0,6 point sur un an, la part des demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA en Île-de-France atteint 13,1 % au quatrième trimestre 2018. Elle varie de 10,5 % en Essonne à 16,4 % en Seine-Saint-Denis.

	Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits ouverts au RSA en catégorie ABC (%)									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
4 <sup>e</sup> trimestre 2018	12,8	11,8	11,9	10,5	13,0	16,4	12,9	13,1	13,1	13,4
4 <sup>e</sup> trimestre 2017	12,6	11,2	11,0	10,1	11,6	16,1	12,2	12,4	12,5	12,5

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

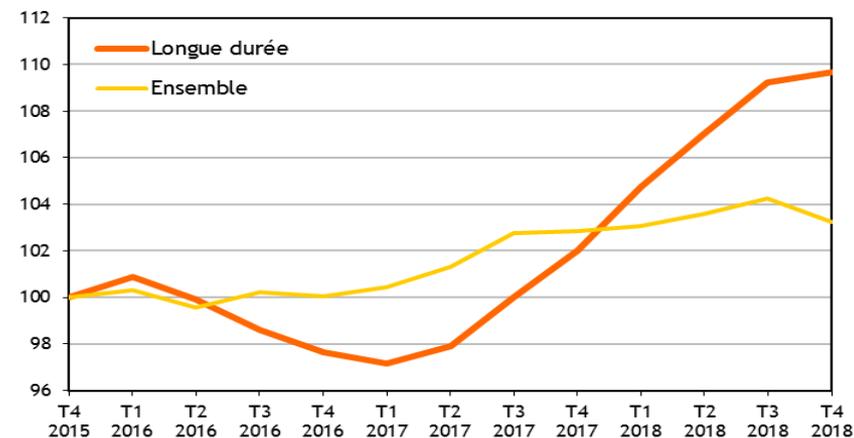
\* « Durée de chômage (3<sup>e</sup> trimestre 2018) », *Statistiques et indicateurs*, Décembre 2018, Pôle emploi, <http://pole-emploi.org/statistiques-analyses/demandeurs-emploi/trajec-toires-et-retour-a-lemploi/duree-de-chomage-3e-trimestre-2018.html?type=article>

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2015)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les entrées et les sorties de Pôle emploi au 4<sup>e</sup> trimestre 2018

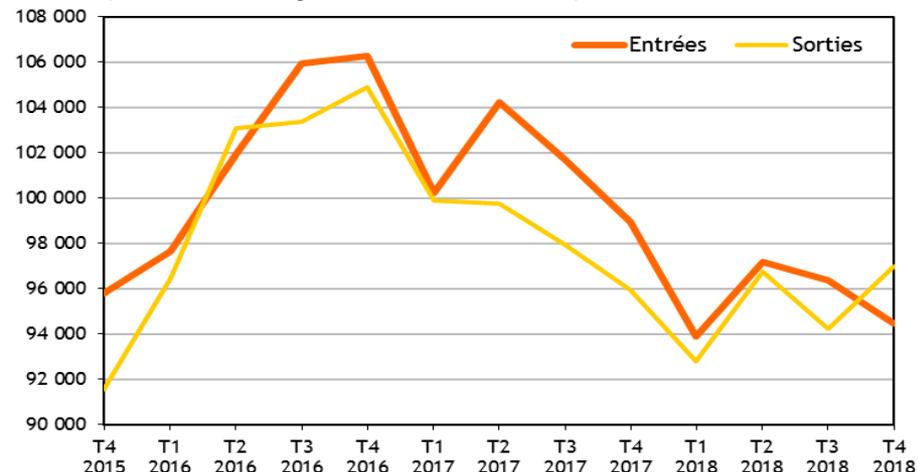
Le nombre d'inscriptions à Pôle emploi confirme son repli au quatrième trimestre en Île-de-France (-2,0 % après -0,8 % au trimestre précédent). Sur un an, la baisse atteint 4,5 %, contre -3,6 % en France métropolitaine.

Le grand nombre des « autres cas » comme motif d'inscription (un tiers des entrées) rend délicat l'interprétation des entrées par motif. Sur un an, cependant, la progression des inscriptions pour « démission » (+12,5 %) et le recul des inscriptions pour « licenciement économique » (-10,4 %) se détachent. Les ruptures conventionnelles représentent, quant à elles, 8,4 % des motifs d'entrée.

Le nombre de sorties de Pôle emploi repart à la hausse sur le trimestre (+3,0 %), comme sur un an (+ 1,1 %). Son évolution est moins dynamique en France métropolitaine (+1,4 % sur le trimestre, -0,3 % sur un an).

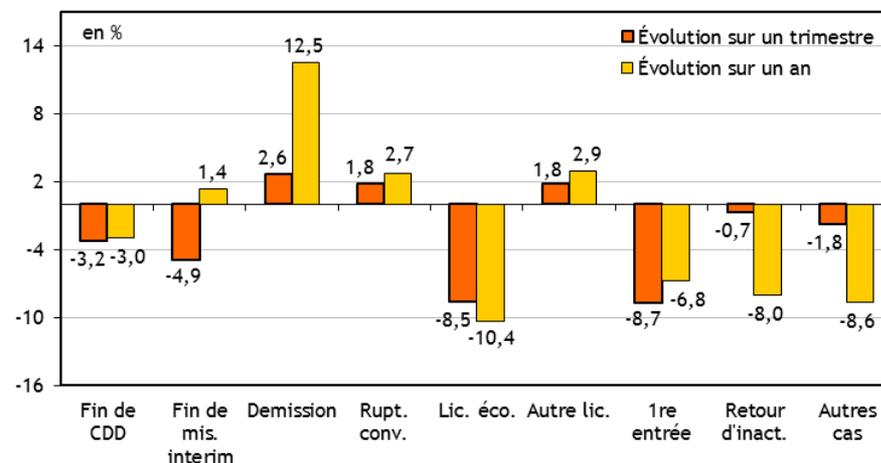
La forte présence du défaut d'actualisation parmi les motifs de sortie (près de la moitié des sorties) limite, là encore, l'interprétation de l'évolution des sorties par motif. La baisse des entrées en stage sur un an (-3,3 % sur un an) s'explique par une nette augmentation de ce motif au quatrième trimestre (+28,0 %). Les reprises d'emploi déclarées, qui représentent 20,6 % des motifs de sorties de Pôle emploi, progressent de 4,7 % sur un an.

**Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi**  
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

**Évolution sur le trimestre des entrées à Pôle emploi par principaux motifs**  
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Le taux de chômage au 3<sup>e</sup> trimestre 2018

Au troisième trimestre 2018, le taux de chômage francilien s'établit à 8,0 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee. Il augmente de +0,1 point par rapport au deuxième trimestre 2018. Le taux de chômage en France métropolitaine est stable à 8,8 % au troisième trimestre 2018.

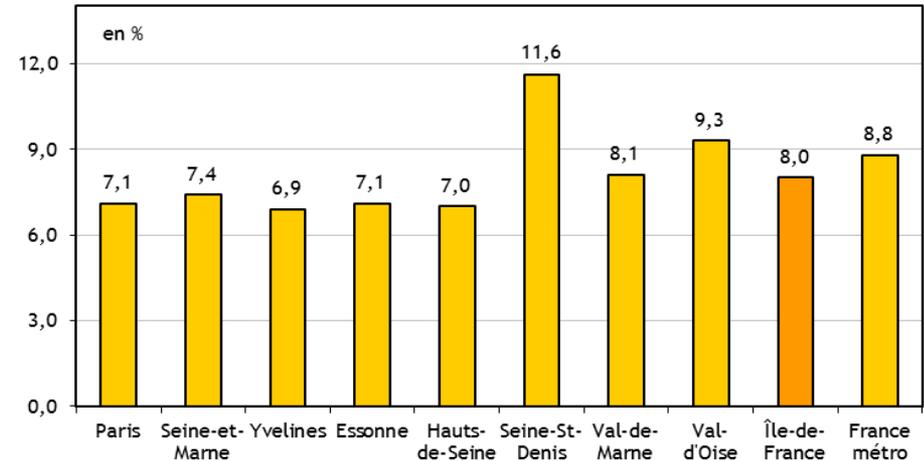
Sur un an le taux de chômage poursuit sa décrue, de -0,4 point en Île-de-France et de -0,5 point en France métropolitaine.

Après avoir atteint 9,0 % au quatrième trimestre 2014, le taux de chômage francilien suit une tendance à la baisse. Il reste cependant supérieur de 1,7 point à sa valeur du premier trimestre 2008 (6,3 %).

La Seine-Saint-Denis, dont le chômage est structurellement le plus élevé de la région avec 11,6 %, voit son taux de chômage baisser de -0,1 point par rapport au trimestre précédent. Le Val-d'Oise enregistre également un fort taux de chômage (9,3 %). Les Yvelines (6,9 %) et les Hauts-de-Seine (7,0 %) connaissent les taux les plus faibles.

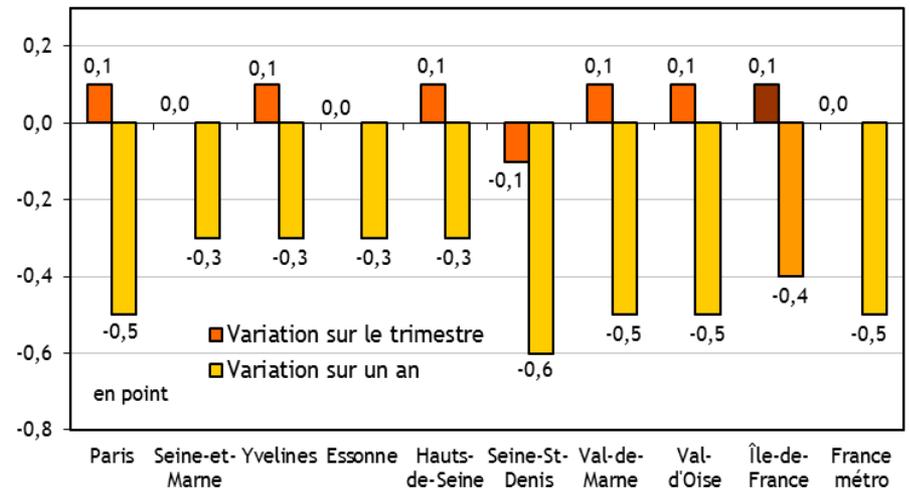
Sur un an, le taux de chômage diminue fortement de 0,6 point en Seine Saint-Denis et de 0,5 point dans le Val-de-Marne, le Val-d'Oise et Paris, pour les autres départements la baisse est moindre avec -0,3 point sur un an.

Taux de chômage localisé au 3<sup>e</sup> trimestre 2018  
(données CVS-CJO semi-définitives)



Source : Insee

Variation du taux de chômage localisé au 3<sup>e</sup> trimestre 2018



Source : Insee

## Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi au 4<sup>e</sup> trimestre 2018

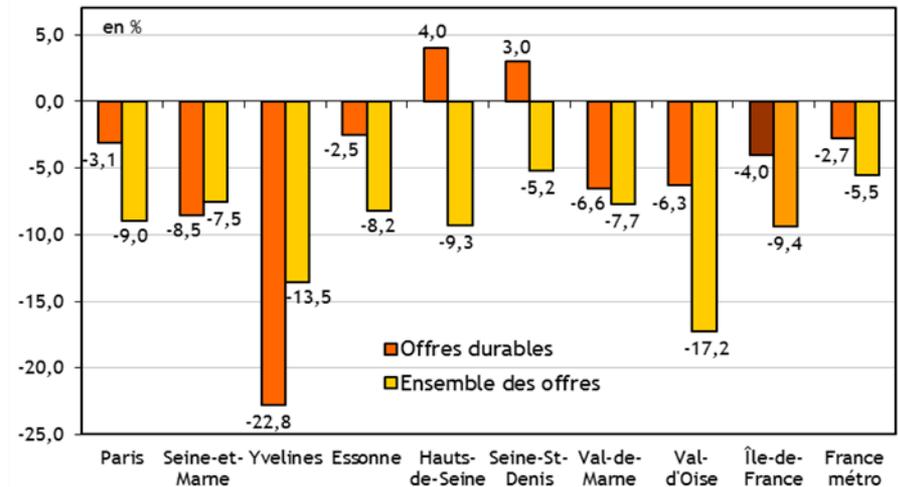
Au quatrième trimestre 2018, 44 560 offres d'emploi en moyenne ont été collectées par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 31 340 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Sur le trimestre, le nombre d'offres collectées diminue fortement (-9,4 % contre -5,5 % en France métropolitaine). C'est surtout le cas des offres d'emploi temporaires et occasionnelles, dont le nombre chute de 20,0 % dans la région (-9,2 % en France métropolitaine). Au total, la part des offres durables dans l'ensemble des offres gagne 3,9 points entre le troisième et le quatrième trimestre, à 70,3 % (58,4 % en France métropolitaine).

Les offres d'emploi collectées sur le trimestre par Pôle emploi diminuent dans l'ensemble des départements franciliens, en particulier dans le Val-d'Oise (-17,2 %). Les Yvelines se distinguent par un fort recul des offres durables (-22,8 %), tandis que ces offres progressent dans les Hauts-de-Seine et la Seine-Saint-Denis (respectivement +4,0 % et +3,0 %).

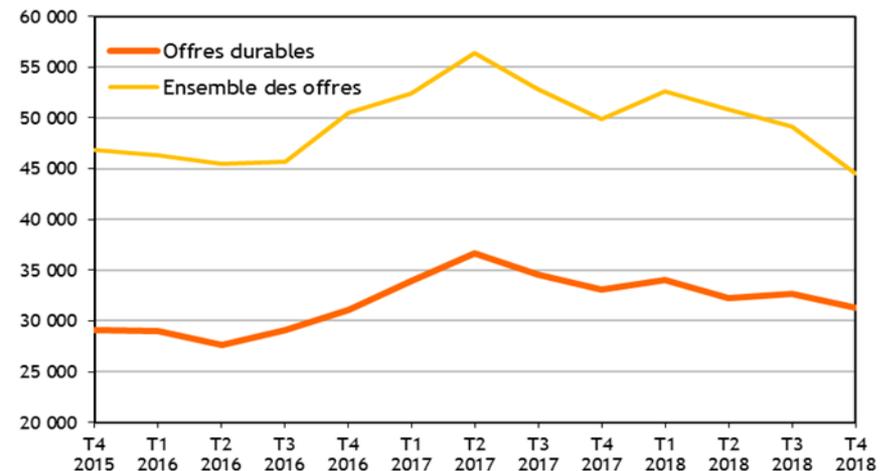
Sur un an, les plus fortes baisses ont lieu à Paris pour l'ensemble des offres collectées (-19,5 %) et dans les Yvelines pour les offres durables (-22,3 %). Les offres durables en Seine-Saint-Denis et dans les Hauts-de-Seine sont les seules à progresser (respectivement +9,3 % et +8,0 %).

Évolution du nombre d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi sur le trimestre (données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Direccte/Sese.

Nombre d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi (Île-de-France, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Direccte/Sese.

## Les Déclarations Préalables A l'Embauche (DPAE) au 3<sup>e</sup> trimestre 2018

Plus de 1,98 millions de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au troisième trimestre 2018 en Île-de-France, dont 480 000 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

Le nombre de DPAE au troisième trimestre 2018 (par rapport au troisième trimestre 2017) a progressé tous contrats confondus en Île-de-France (+2,1 %) mais l'augmentation est plus forte pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +3,9 %).

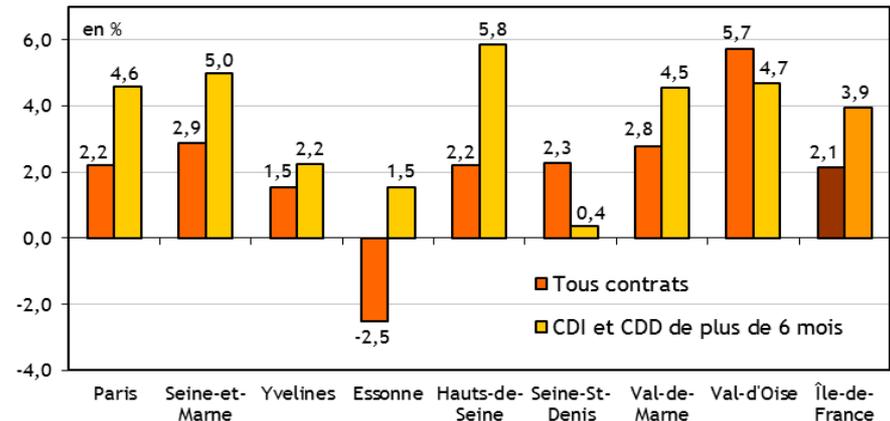
Tous contrats confondus, le Val-d'Oise a connu une hausse annuelle importante (+ 5,7 %), alors que l'Essonne a connu une baisse de -2,5 %.

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, la Seine-et-Marne et les Hauts-de-Seine progressent le plus fortement (respectivement +5,0 % et +5,8 %).

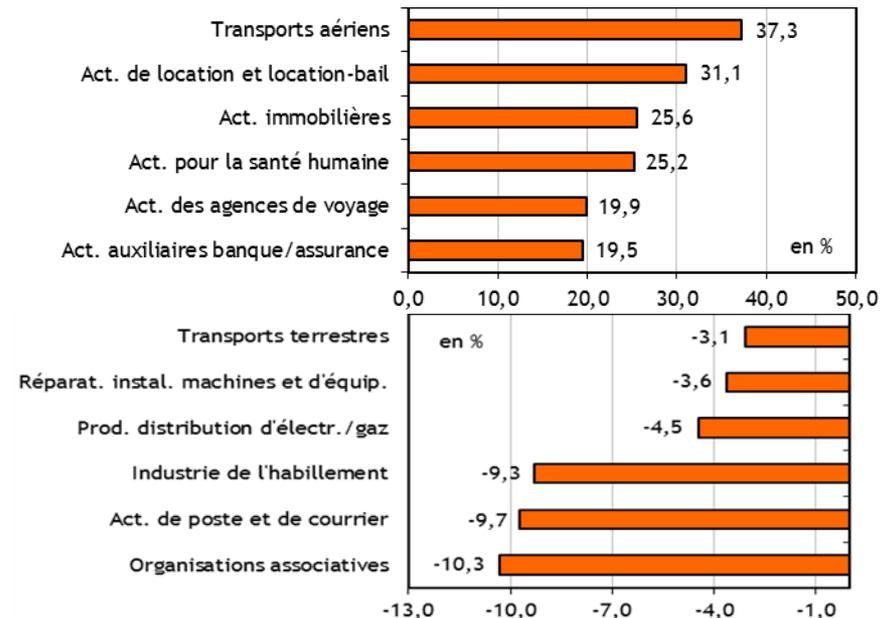
Les transports aériens et les activités de location et location-bail ont connu une forte augmentation des contrats durables (respectivement +37,3 % et +31,1 %).

L'industrie de l'habillement, les activités de poste et de courrier les organisations associatives ont connu la baisse la plus importante (baisse supérieure à 9,0 %).

Évolution des DPAE par département (T3 2018 / T3 2017)



Évolution des DPAE en contrat durables par secteurs d'activité (six plus fortes hausses/baisse) (T3 2018 / T3 2017, Île-de-France)



Source : DPAE / Urssaf

## L'intérim au 3<sup>e</sup> trimestre 2018

Plus de 1 067 000 contrats d'intérim ont été signés au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2018 en Île-de-France (données corrigées des variations saisonnières, CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 132 300 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

Le nombre de contrats signés enregistre une faible baisse, alors que le nombre d'intérimaires en EETP est en légère hausse, après une année 2017 en forte progression et un premier semestre 2018 assez stable. Ainsi, le nombre d'intérimaires augmente de +1,0 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2018, contre -0,8 % au niveau national (données CVS). En un an, l'augmentation est plus forte : respectivement +5,2 % pour l'Île-de-France et + 4,3 % pour la France métropolitaine.

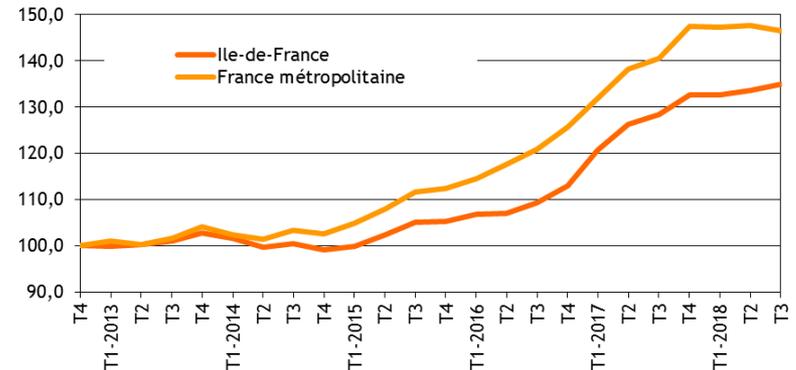
L'utilisation de l'intérim dans l'industrie reste stable : +0,3 % pour le nombre d'EETP par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2018. En particulier, l'intérim dans la production et distribution d'eau, gestion des déchets et dans la fabrication de matériels de transport (secteur composé principalement des industries automobiles et aéronautiques) progresse de +6,2 % en un trimestre, ce dernier ayant enregistré de très fortes baisses en début d'année 2018.

L'activité intérimaire dans la construction, secteur fortement utilisateur de l'intérim, continue d'augmenter : +3,5 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2018.

L'intérim dans le tertiaire augmente également, mais à un rythme moins soutenu que les trimestres précédents (+0,5 % par rapport au trimestre précédent), et avec des différences selon les principaux secteurs d'activité. Ainsi, on observe de fortes hausses dans l'hébergement / restauration et les activités financières (resp. +6,8 % et +5,6 %), a contrario du transport / entreposage (-1,4 %).

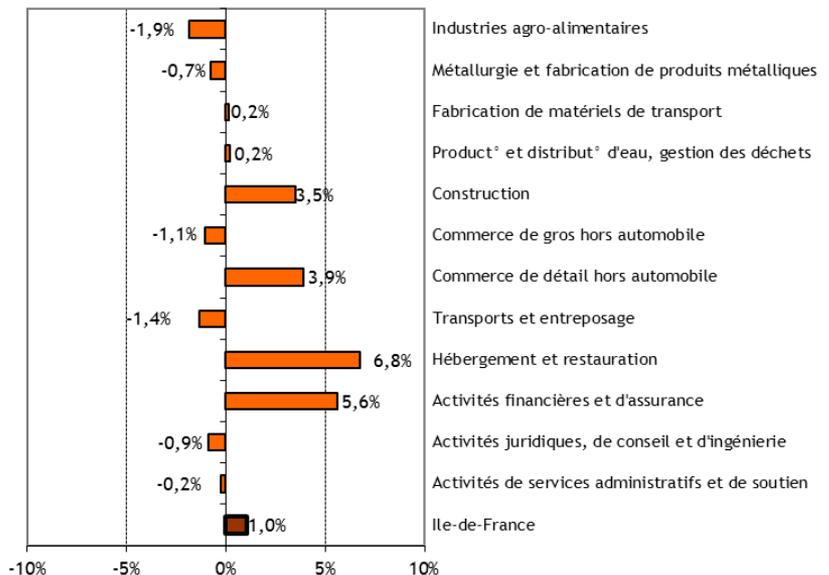
## Emploi

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO – base 100 au 3<sup>e</sup> trimestre 2012)



Sources : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Sources : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

## L'emploi salarié au 3<sup>e</sup> trimestre 2018

A partir de la validité du T1 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) a été modifié et étendu aux niveaux sectoriel et géographique. Ont ainsi été ajoutés l'emploi des salariés du secteur de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs. Au niveau géographique le champ des ETE a été étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte).

Au troisième trimestre 2018, l'emploi salarié (privé et fonction publique) francilien progresse de 0,3 %, soit +17 630 emplois (données CVS). Il augmente légèrement dans la fonction publique avec une évolution trimestrielle de +820 emplois, tandis que l'emploi dans le privé progresse de 0,4 %, soit +16 800 emplois.

Dans le même temps, en France métropolitaine, l'emploi salarié augmente également (+0,1 %, soit +15 660 emplois).

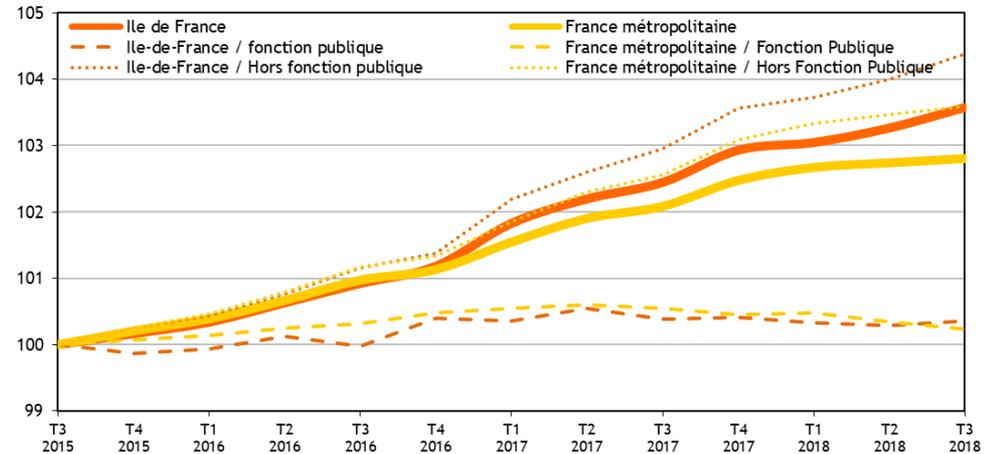
Sur un an, l'emploi salarié francilien est en forte augmentation (+1,1 %, soit +64 190 emplois). Il est quasi stable dans la fonction publique et s'accroît de 1,4 % (+64 590 emplois) dans le privé.

Ces évolutions attestent du dynamisme de l'emploi francilien qui représente près de 37 % de l'évolution annuelle de l'emploi salarié de la France métropolitaine.

Au troisième trimestre 2018, les départements franciliens qui ont vu l'emploi salarié progresser le plus fortement sont la Seine-Saint-Denis et Paris. De leur côté, la Seine-et-Marne, l'Essonne et le Val-d'Oise enregistrent les évolutions les plus faibles, à -0,1 %.

Sur un an, l'évolution de l'emploi salarié au sein de la région est comprise entre +0,3 % dans le Val-de-Marne et le Val-d'Oise et +1,5 % (+8 900 emplois) en Seine-Saint-Denis.

Évolution de l'emploi salarié (privé + fonction publique)  
(données CVS, indice 100 au 3<sup>e</sup> trimestre 2015)



Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

Évolution de l'emploi salarié (privé et public) par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T3 2018	Évolution T3 2018 / T2 2018		Évolution T3 2018 / T3 2017	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 828 862	9 290	0,5	25 390	1,4
Seine-et-Marne	466 741	-260	-0,1	5 740	1,2
Yvelines	546 259	1 010	0,2	4 670	0,9
Essonne	455 395	-340	-0,1	2 230	0,5
Hauts-de-Seine	1 063 134	3 430	0,3	14 440	1,4
Seine-Saint-Denis	616 169	3 990	0,7	8 920	1,5
Val-de-Marne	537 738	910	0,2	1 630	0,3
Val-d'Oise	374 543	-410	-0,1	1 170	0,3
<b>Ile-de-France</b>	<b>5 888 843</b>	<b>17 630</b>	<b>0,3</b>	<b>64 190</b>	<b>1,1</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>24 623 842</b>	<b>15 660</b>	<b>0,1</b>	<b>172 830</b>	<b>0,7</b>

Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

## L'emploi salarié par secteur au 3<sup>e</sup> trimestre 2018

L'évolution trimestrielle de l'emploi salarié enregistre une légère baisse dans l'industrie (-0,3 %, soit -1 320 emplois). L'emploi progresse dans le tertiaire non marchand (+0,1 %, soit +870 emplois), dans les services marchands hors intérim (+0,5 %, soit +15 330 emplois), ainsi que dans la construction (+0,8 %, soit +2 110 emplois). L'emploi est resté stable dans le commerce.

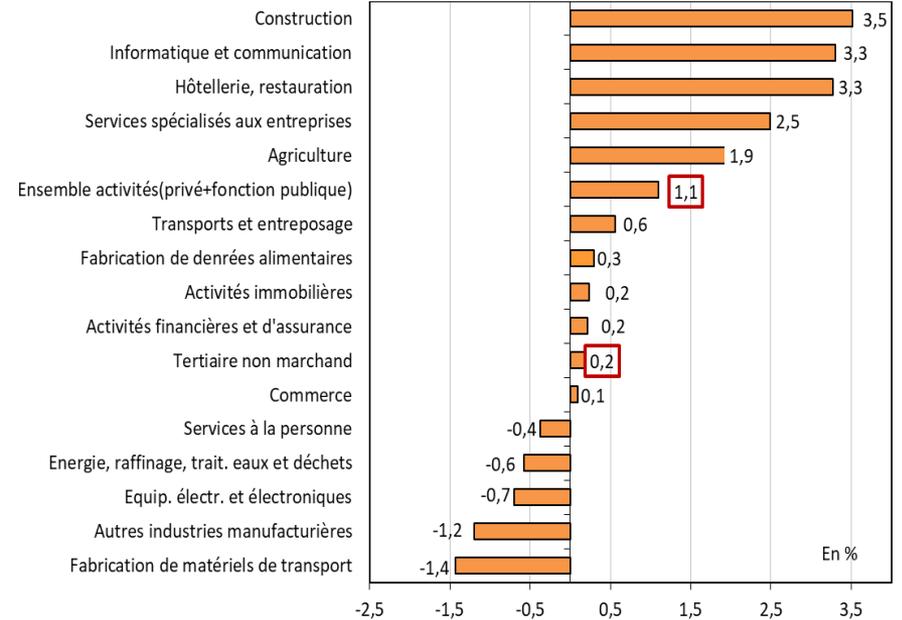
Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois salariés progresse dans les services marchands hors intérim (+1,7 %, soit +48 220 emplois) et la construction (+3,5 %, soit +9 480 emplois), tandis qu'il recule dans l'industrie (-0,9 %, soit -3 800 emplois).

Les secteurs industriels qui perdent le plus d'emplois sur un an sont les « autres industries manufacturières » (-1,2 %, soit -1 950 emplois) et « l'énergie, raffinage et traitement des eaux et déchets » (-0,6 %, soit -470 emplois). Le dynamisme du secteur de la construction (+3,5 %, soit +9 480 emplois) compense ce ralentissement.

Sur un an, l'intérim connaît une augmentation importante (+5,4 %, soit +6 700 emplois). La plupart des autres secteurs des services marchands ont enregistré des hausses. Les secteurs de l'hôtellerie, restauration (+3,3 %, soit +10 000 emplois), de l'informatique et communication (+3,3 %, soit +13 120 emplois) et des services spécialisés aux entreprises (+2,5 %, soit +23 500 emplois) ont connu les plus fortes croissances. Le secteur des services à la personne a légèrement décru (-0,4 %, soit -1 380 emplois).

## Évolution de l'emploi salarié (privé et public) entre le 3<sup>e</sup> trimestre 2017 et le 3<sup>e</sup> trimestre 2018 dans les principaux secteurs d'activité

(Île-de-France, données CVS) – Le secteur de l'intérim (+5,4%) n'est pas représenté.



Évolution de l'emploi salarié (public et privé) par secteur d'activité en Île-de-France (données CVS)	Nombre d'emplois au T3 2018	Évolution T3 2018 / T2 2018		Évolution T3 2018 / T3 2017	
		Niveau	%	Niveau	%
Agriculture	5 810	0	0,0	110	1,9
Industrie	433 120	-1 320	-0,3	-3 800	-0,9
Construction	279 380	2 110	0,8	9 480	3,5
Commerce	706 150	30	0,0	670	0,1
Services marchands hors intérim	2 844 510	15 330	0,5	48 220	1,7
Tertiaire non marchand	1 488 250	870	0,1	2 770	0,2
Intérim	131 620	610	0,5	6 740	5,4
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>5 888 840</b>	<b>17 620</b>	<b>0,3</b>	<b>64 190</b>	<b>1,1</b>
<b>Privé</b>	<b>4 755 260</b>	<b>16 800</b>	<b>0,4</b>	<b>64 590</b>	<b>1,4</b>
<b>Fonction Publique</b>	<b>1 133 580</b>	<b>820</b>	<b>0,1</b>	<b>-400</b>	<b>0,0</b>

Sources : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoff-Urssaf, Dares, Insee.

## Les tensions sur le marché du travail francilien au 4<sup>e</sup> trimestre 2018

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,46 point en moyenne au quatrième trimestre 2018, soit 46 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

Ce ratio « offres sur demandes » diminue de 0,04 point par rapport au quatrième trimestre 2017. Cette évolution s'explique par une baisse des offres d'emploi collectées plus prononcée que celle des demandes enregistrées par Pôle emploi (-10,6 % contre -3,2 % sur un an).

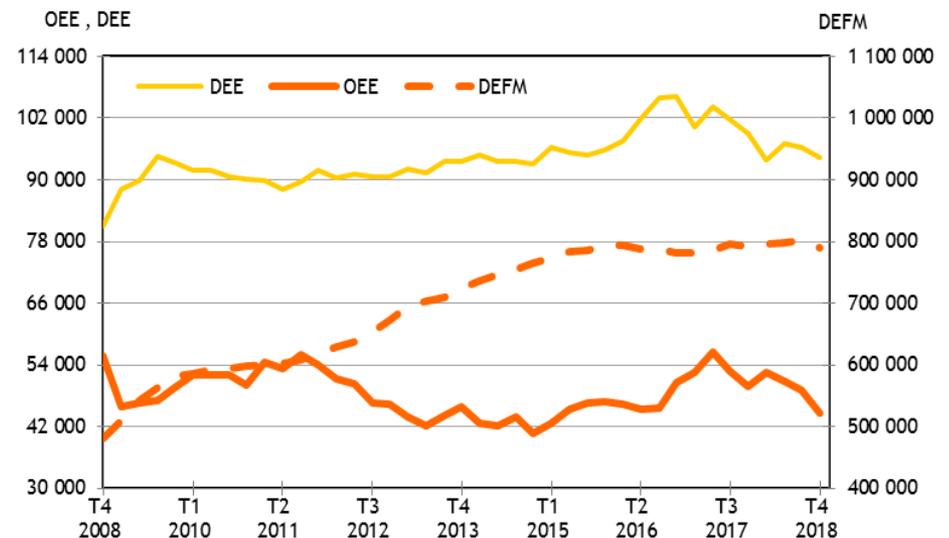
De son côté, la légère baisse du nombre de demandeurs d'emploi sur un an en catégories A, B (-0,3 % en données brutes) va dans le sens d'un relâchement des tensions sur le marché du travail.

Le taux d'écoulement progresse de 0,5 point sur le trimestre : 59,1 % des chômeurs inscrits depuis plus d'un an, ou entrés au cours des 12 derniers mois, sont sortis des fichiers de Pôle emploi au quatrième trimestre 2018. Ce taux reste cependant inférieur à son niveau du quatrième trimestre 2017 (60,1 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 68,2 %. Il gagne 4,1 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres demeure élevé à 88,4 %, au même niveau qu'au trimestre précédent et à 1,1 point de plus qu'au quatrième trimestre 2017.

**Les tensions sur le marché du travail**  
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : Demandes d'emploi ;  
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et B

Source : Dares-Pôle Emploi - Traitement : Direccte / Sese

## L'activité partielle pour motif économique au 4<sup>e</sup> trimestre 2018

Au cours du quatrième trimestre 2018, 161 décisions d'activité partielle\* ont été notifiées par les services de la Direccte.

Elles correspondent à 450 660 heures de travail autorisées à être chômées en Ile-de-France. Ce volume est en baisse de 5 % par rapport au trimestre précédent. Sur un an, cette baisse atteint 29 %.

Le département du Val-d'Oise concentre 24 % des heures d'activité partielle dans la région. Plus de la moitié concerne le secteur de la construction.

En 2018, 614 demandes d'autorisation d'activité partielle ont été notifiées par la Direccte, pour 2,8 millions d'heures à comparer aux 802 demandes d'autorisations et 3,9 millions d'heures de 2017.

Les heures autorisées sont toujours les plus nombreuses dans les Yvelines depuis 2011. Le poids du Val-de-Marne est le plus faible en 2018.

Le secteur de la construction est le principal utilisateur de la mesure. Il contribue largement à cette baisse (2 millions d'heures en 2017 contre 1,2 million en 2018).

À l'inverse, le secteur de l'hébergement-restauration a augmenté ses demandes d'autorisation d'activité partielle (372 000 heures). Il concentre 13 % des heures en 2018, contre 2 % en 2017.

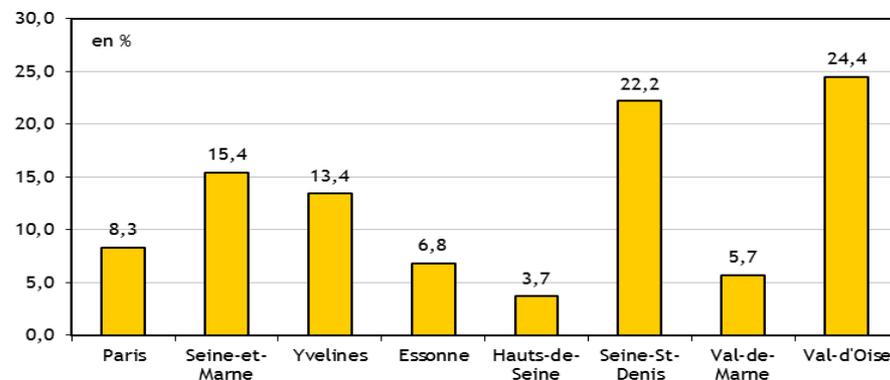
NB : ce quatrième trimestre 2018, 81 demandes ont été déposées pour motif « autres circonstances exceptionnelles », autorisant 143 500 heures. Par ailleurs, 50 demandes pour sinistre ou intempéries concernant plus de 235 000 heures ont été traitées.

(\* ) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

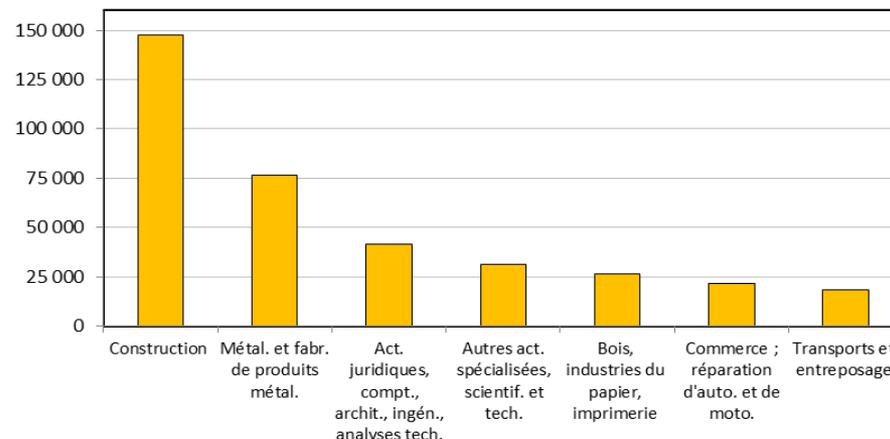
## Accompagnement des mutations économiques

Répartition par territoire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations au T4	161	31	22	16	18	10	29	14	21
Cumul 2018	614	117	67	95	73	49	108	29	76
Cumul 2017	802	167	87	118	82	57	133	55	103
Heures associées au T4	450 660	37 413	69 368	60 377	30 695	16 633	100 164	25 861	110 149
Cumul 2018	2 795 285	456 046	326 599	816 012	2 15 790	1 815 73	347 082	52 666	399 517
Cumul 2017	3 935 595	270 346	413 765	981 412	7 16 944	2 13 027	395 527	413 141	531 433
Évolution (%)	-29,0	68,7	-21,1	-16,9	-69,9	-14,8	-12,2	-87,3	-24,8

Répartition des heures autorisées par département au 4<sup>e</sup> trimestre 2018



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées au 4<sup>e</sup> trimestre 2018



## Les plans de sauvegarde de l'emploi

Au quatrième trimestre 2018, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 59 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 2 457 postes menacés dans le cadre de PSE ce trimestre.

Le nombre d'emplois menacés est sensiblement inférieur à la moyenne constatée en 2018.

Sur l'année 2018, les plans de sauvegarde de l'emploi ont continué leur baisse sur la région, aussi bien en termes d'emplois menacés que de procédures initiées. Enfin, les procédures menacent en moyenne un nombre de postes moins important qu'en 2017.

Cette année, les départements les plus affectés par les PSE sont les Hauts-de-Seine, Paris et l'Essonne. Au contraire, les Yvelines et le Val-d'Oise ont été moins touchés que la moyenne régionale.

Les secteurs qui concentrent le plus d'emplois menacés, en proportion de leur emploi local sur l'année, sont l'industrie pharmaceutique et l'industrie chimique.

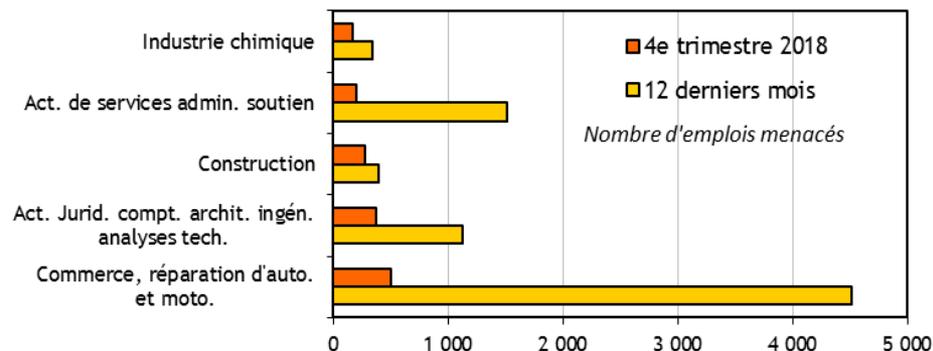
Parallèlement aux PSE, les entreprises de la région ont initié 15 procédures de ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 4<sup>e</sup> trimestre 2018. Avec respectivement 6 et 5 RCC initiés chacun, les départements de Paris et des Hauts-de-Seine sont ceux qui en ont connus le plus.

Dans ce cadre, 1 500 emplois sont touchés. Les salariés des Yvelines, concernées par 2 procédures de RCC, ont été les plus affectés avec 2 postes menacés sur 1 000 situés dans ce département. L'une se déroule dans le secteur automobile et la seconde dans le secteur bancaire.

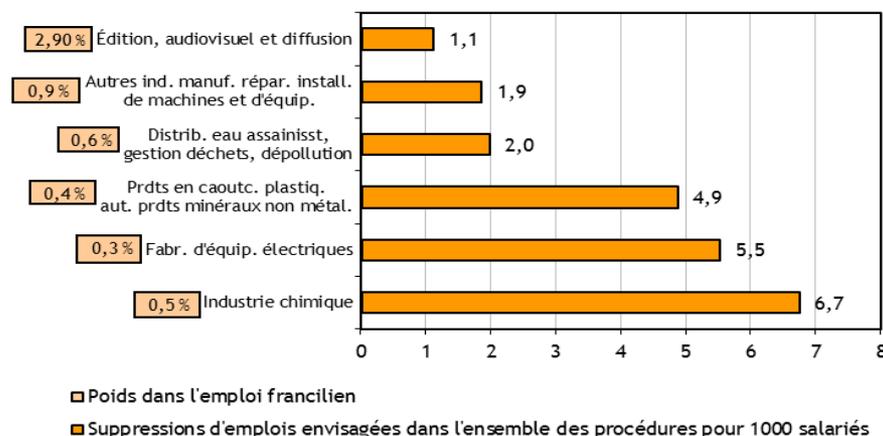
## Accompagnement des mutations économiques

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départ.
PSE au T4	59	14	3	6	3	20	5	6	1	1
Cumul 2018	218	57	14	8	10	79	21	13	7	9
Cumul 2017	261	73	10	15	14	73	31	17	13	15
Emplois menacés	2 457	453	243	273	311	679	218	227	53	/
Cumul 2018	14 106	3 097	813	527	2 767	4 641	623	1 161	477	/
Cumul 2017	15 967	2 555	779	1 695	1 692	3 887	2 782	1 740	837	/
Évol. des emplois menacés (%)	-11,7	21,2	4,4	-68,9	63,5	19,4	-77,6	-33,3	-43,0	/

### Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE



### Secteurs les plus affectés par des PSE proportionnellement à leur emploi local



DIRECCTE  
ÎLE-DE-FRANCE

Dossier trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail  
et de l'emploi en Île-de-France

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi

**Directrice de publication** : Corinne Cherubini

**Etude et réalisation** : Service Etudes Statistiques Evaluation – [idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@direccte.gouv.fr)

**Conception graphique** : Emmanuelle Seguin

**Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Île-de-France**

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur [www.idf.direccte.gouv.fr](http://www.idf.direccte.gouv.fr)